

## AKTUELL

## SERVICES SECRETS

# Et ça vous étonne ?

David Wagner

**Qui a espionné qui et pour le compte de qui ? Était-ce légal ? Des questions intéressantes, mais probablement superflues. Se bercer dans l'illusion d'un espionnage propre et contrôlable revient à méconnaître sa nature profonde.**

Résumons : l'affaire autour du Service de renseignement de l'Etat (SREL) a fait émerger plusieurs choses. Primo, que le SREL accumule un grand nombre d'informations, y compris sur la dissidence politique, notamment à gauche, mais pas uniquement. Secundo, que le SREL participait à l'hystérie paranoïaque durant la guerre froide. Tertio, que la fin de la guerre froide n'a pas eu raison du SREL, tout comme elle n'a pas eu raison de l'OTAN. Quarto, et c'est probablement le plus étonnant : qu'il y a toujours des gens qui s'en étonnent.

La question est la suivante : faut-il vraiment s'insurger des écoutes présumées que le Service de renseignement aurait menées ou mènerait toujours, ou des fiches qu'il aurait rédigées ? Un Etat se caractérise par sa nature intrinsèquement répressive. Une répression qui peut certes être plus ou moins balisée par un arsenal juridique, mais qui, en fin de compte, protège notamment les intérêts supérieurs poursuivis par l'Etat en question.

Dans cette affaire, deux attitudes se confrontent : celles et ceux qui pensaient qu'une forme d'Etat de droit exonérerait l'Etat de ses « dérives » - en d'autres termes, que l'idéologie (Etat de droit, séparation des pouvoirs) devancerait la matière (intérêts capitalistes à moyenne ou grande échelle) ; à ces effarouchés qui tombent des nues s'opposent ceux qui s'en étonnent moins, mais pour lesquels l'affaire tombe à pic afin de démystifier la bonhomie du régime.

Penser que l'Etat aurait pu abolir le SREL suite à la dissolution du supposé ennemi systémique, revient à méconnaître la nature profonde du régime actuel. La disparition de l'URSS n'a pas pour autant effacé les risques de déstabilisation sociale, au contraire, affirmeront certains. Si les sympathisant-e-s des Etats liés au Pacte de Varsovie étaient fichés, mis sur écoute ou filés, c'est un spectre

encore bien plus large, et potentiellement plus déstabilisant pour le système en place qui était ou est sous surveillance : membres d'associations tiers-mondistes, opposants anti-nucléaires, pacifistes, syndicalistes. La liste est longue.

Un des principaux « arguments de vente » du Luxembourg envers le capital reste sa phénoménale « stabilité sociale », autrement plus nécessaire depuis la conversion de l'économie luxembourgeoise en place financière. Certes, celle-ci a été garantie pendant longtemps par un système efficace de redistribution des richesses, mais aussi par un système efficace de surveillance et de prévention des troubles sociaux ou politiques. Dans le dialogue tronqué entre l'ancien chef du SREL et le premier ministre mis

en ligne cette semaine, les deux tentent de minimiser, voire de se distancier des fichages politiques. La ficelle est grosse, mais cela participe d'un jeu sur plusieurs bandes, digne d'un John le Carré. Car la mission du SREL reste la même : empêcher ou à défaut contenir de potentiels troubles sociaux ou politiques. Les politiques, journalistes, mais aussi syndicalistes ou membres d'ONG constituent dans cette logique des cibles de choix.

Souvenons-nous à cet égard de la frayeur occasionnée en 2009, lorsque le Cercle de coopération publia l'étude du professeur Rainer Falk qui accusait la place financière d'être le refuge de l'évasion fiscale issue des pays en voie de développement. La machinerie se mit en marche : le texte fut discrédité sur base de (probables) erreurs factuelles et des pressions furent émises afin qu'il disparaisse de la circulation. De toute évidence, un nerf de la place financière - et donc de la raison d'Etat impliquant des intérêts dépassant de loin le seul Luxembourg - fut touché. Sans pouvoir en apporter une preuve quelconque, gageons que le SREL s'intéressa à l'affaire. Sans parler, on a tendance à l'oublier, de la rocambolesque affaire « Waassergaass », où un agent du SREL aurait été surpris dans les locaux de la CGFP alors en plein conflit avec le gouvernement sur la réforme du système de pensions de la fonction publique. Et cela faisait une dizaine d'années que l'URSS s'était dissoute.



## SHORT NEWS

## Confusion autour des 116

Comme si souvent, une « harmonisation » européenne est à l'origine d'une série de confusions. En 2007, la Commission européenne décide de réserver un numéro - le 116 000 - pour les cas de disparitions de mineurs. Le Luxembourg a traîné des pieds jusqu'en octobre 2012 pour enfin instaurer ce numéro. Pourtant, un autre service - le 116 111, anciennement le 12345, Kanner a Jugendtelefon - réservé aux mineurs en détresse psychosociale existe déjà. Mais sa mission principale, justement cette écoute pour les mineurs, a été transférée au 116 000. Le hic : pendant les heures de bureau, c'est le personnel formé de l'office national de l'enfance qui décroche, mais en dehors, l'appel est transféré vers la police, dont les agents ne sont pas formés pour ce travail délicat, mais guidés par des « formulaires détaillés ». La députée verte Josée Lorsché a demandé des explications à la ministre de la famille sur cette situation pas claire et a reçu comme réponse une énumération d'arguments qui cachent mal le fait que même le ministère navigue à vue, mais ne veut rien changer. « Ce n'est pas la première fois que cela arrive », dit-elle, interrogée par le woxx. « Mais il est regrettable que même le ministère ne prenne pas au sérieux ces problèmes. Je n'ai rien contre la police, mais je doute que tous les parents veuillent directement recourir à ce moyen ultime en cas de fugue de mineur. Et en même temps, il n'est pas certain qu'un jeune en détresse veuille vraiment parler à la police en premier lieu. »

## Cattenom: Sanem, commune branchée

« La dernière opposition pour connecter le réseau luxembourgeois au français est tombée », regrette Greenpeace dans un communiqué. Le 7 décembre, le bourgmestre de Sanem a autorisé la construction de la ligne de haute tension de la société Sotel qui facilitera l'importation d'énergie nucléaire. Il est vrai que dès juin, la Cour administrative avait tranché en faveur de Sotel - jusque-là, la commune avait refusé le permis de construire. Non sans raison, car la ligne traverse des zones de protection et passe à côté d'habitations, avec des effets de rayonnement mal évalués. A l'époque, Greenpeace avait épinglé la « sentence politique » par laquelle les juges se seraient mis au service des intérêts des entreprises plutôt que des citoyens (woxx 1168). Désormais l'ONG peste contre la commune qui « figure d'un côté parmi les 65 communes qui s'opposent au nucléaire et demandent la fermeture de Cattenom et d'un autre côté autorise maintenant l'importation massive d'électricité nucléaire ». Rappelons tout de même que l'autre commune concernée par la construction de la ligne, Differdange, n'a même pas tenté de s'y opposer - bien qu'elle figure également parmi les 65 communes et que les Verts y siègent aussi au conseil échevinal.

## Von Angesicht zu Angesicht

„Och mir si Lëtzebuerg“ heißt das diese Woche in der „Stëmm vun der Strooss“ vorgestellte rund 100-seitige Buch mit Schwarz-Weiß-Porträts. Als Reaktion auf das 2011 von Yves Kortum und Marc Laroche veröffentlichte Buch „Mir si Lëtzebuerg“, das sich den Persönlichkeiten des Landes widmete, stellt das Werk des Journalisten Eric Ewald und des Fotografen Dan Epps (zusammengestellt von der woxx-Layouterin Susanne Hangerter) die Menschen der „Stëmm“ in den Mittelpunkt und fragt in jeweils kurzen Darlegungen woher sie kommen und was ihre Träume sind. Der Gewinn aus dem Verkauf der Bücher ist für die medizinische Versorgung von „Stëmm“-Gästen bestimmt. Das freut Alexandra Oxaceley, Direktionsbeauftragte, die mit Zuversicht einem großen Jahr entgegenblickt. Denn im Juli 2013 soll die „Stëmm“ in größere Räumlichkeiten umziehen. Hier stehen den vielen BesucherInnen dann nicht nur eine größere Küche, sondern auch ein Refektorium mit 100 Plätzen statt der bisherigen 45, mehreren Toiletten statt nur einer einzigen und Duschen zur Verfügung. Außerdem können sie dann auch Waschmaschinen und eine größere Kleiderstube nutzen. Aber auch die bisherige Adresse soll weiterhin erhalten werden: Rund 20 „Stëmm“-Gäste sollen dort die von Supermärkten gratis abgegebenen Lebensmittel verarbeiten. Zudem soll im September 2013 im Schoenfelder Schloss ein Therapiezentrum Eröffnung feiern, das rund 15 Personen Beschäftigung und einen Schlafplatz bietet. Wer die Stëmm unterstützen will, kann das Buch „Och mir si Lëtzebuerg“ zum Preis von 24,78 Euro auf [www.kafen.lu](http://www.kafen.lu) erwerben.